CDPM TL 886
DOCUMENTAÇÃ
/
5190

TIMOR-ORIENTAL:

Nouvelles menaces sur la situation des Droits de l'Homme.

Alors qu'un énorme espoir de détente et de démocratisation prend forme dans de nombreux pays, depuis les pays de l'Est jusqu'à l'Afrique australe, l'Indonésie exécute des hommes emprisonnés depuis 25 ans, lorsque l'actuel Président, le général Suharto, établissait son régime sur l'élimination physique d'un demi-million de supposés communistes, pour beaucoup des paysans pauvres.
Il n'est pas particulièrement étonnant qu'un régime fondé sur le génocide de son propre peuple ait répété les mêmes pratiques, avec les mêmes arguments, dix ans plus tard, lorsque voulant annexer la colonie portugaise du Timor-Oriental il se heurta à la résistance des timorais. Contre la volonté de tout un peuple, le régime indonésien n'a eu d'autre choix que de répondre par le génocide: il est aujourd'hui couramment admis *(Amnesty International)* que de 1975 à 1981 environ 200.000 timorais, soit un tiers de la population totale, sont morts en conséquence de l'occupation. Cette situation se prolonge...

Pour manifester leurs sentiments, les timorais profitent du passage des rares étrangers de marque qui visitent le territoire. Ils espèrent qu'au moins en leur présence, les occupants devront modérer leur répression. C'est ce qu'ont fait des centaines de jeunes à la fin de la messe célébrée à Dili par le Pape le 12 octobre dernier. C'est ce qu'ils ont répété à une plus large échelle les 17-18 et 19 janvier devant l'ambassadeur des USA, venu précisément recueillir des informations sur la répression qui avait suivi la visite de Jean Paul II.
Malgré la présence de l'ambassadeur, John Monjo, la répression s'abattit de nouveau; mais, l'ambassadeur ayant manifesté son désaveu et visité quelques blessés à l'hôpital, le Gouverneur et le Commandant indonésien présentèrent des excuses et promirent que cela ne se reproduirait plus.

Quinze jours plus tard, le 3 février, le Ministre de la Défense, le Général Benny Murdani, se rendait à Dili et, réunissant les autorités civiles et militaires (400 personnes), fit un long discours sur l'unité de la Nation indonésienne:
"Ne proclamez pas 'je suis un patriote timorais' parce qu'il n'y a pas de patriotes timorais, il y a seulement des patriotes indonésiens (...) Sans considérer d'où cela vient, de la communauté, des jeunes qui ont terminé le lycée hier seulement, ou de l'Église (...) le Gouvernement veut maintenir cette situation. (...) Je vous l'ai déjà dit, si vous essayez d'organiser votre propre État, et si le mouvement est fort, suffisamment fort, il sera écrasé par ABRI *(Forces Armées indonésiennes).* ***ABRI peut échouer la 1ère fois, mais il recommencera une 2ème fois, et une 3ème fois. Il y a déjè eu des rébellions plus importantes, il y a eu de plus importantes différences d'opinion avec le Gouvernement que ce petit nombre qui se nomme à lui même Fretilin, ou quelques soient leurs sympathisants ici. Nous les écraserons tous! Je répète, nous les écraserons tous!"***
(un enregistrement de ce discours a été envoyé clandestinement hors de Timor, transcrit et traduit en anglais par Tapol -The Indonesia Human Rights Campaign- Londres)

C'est pour cela que l'évêque catholique du Timor-Oriental écrit au Nonce Apostolique à Djakarta:
"Le fait que l'Indonésie ait envahi et occupe Timor militairement, ne laissant pas même au peuple la possibilité d'exprimer ce qu'il ressent, est déjà en soi-même un abus contre les droits de l'homme et contre la Charte des Nations-Unies.
Il est interdit de parler de politique; les associations, réunions, ou circuler la nuit, tout est interdit. C'est la réalité de tous les jours. Il est interdit de parler

d'indépendance, de parler d'autonomie et de parler de référendum. Tout le monde est obligé de parler de PANCASILA *(les 5 principes fondamentaux de la Constitution indonésienne)* ***et de PEMBANGUNAN*** *(développement).* ***Quant à la religion, on n'a pas le droit d'être a-religieux, athée, animiste. Tout le monde doit choisir une religion".***

Mgr Belo énumère ensuite des cas précis d'exécutions capitales par les militaires indonésiens: ***"Depuis 1983, lorsque j'ai été nommé Administrateur Apostolique, nous assistons tous les ans aux mêmes abus. J'ai déjà, comme chaque fois, parlé avec les autorités, mais le résultat est toujours le même. C'est le peuple qui souffre. C'est pour cela que la réalisation d'un référendum est urgente, afin de demander au peuple de Timor s'il accepte l'intégration"***(lettre du 16/2/89).

Cette situation de restriction des libertés fondamentales, et de violences qui vont jusqu'aux exécutions sommaires, est confirmée par des organisations de défense des droits de l'homme comme Amnesty International, Asia Watch, l'Institut de Défense des Droits de l'Homme de Djakarta, et même par le Département d'État des USA dans son rapport sur les droits de l'homme en 1989:

"Malgré des progrès dans quelques domaines, y compris une plus grande liberté de mouvement pour les indonésiens et les étrangers vers et à l'intérieur du Timor-Oriental (...) de sérieux problèmes de droits de l'homme subsistent *(...en Indonésie),* ***il y a des arrestations périodiques de timorais de l'est suspects de sympathies envers le Fretilin, et des assassinats de civils au Timor-Oriental (...) Les disparitions temporaires de personnes arrêtées pour interrogatoires se produisent périodiquement, en particulier au Timor-Oriental et Irian Jaya. (...)***

Les forces de sécurité au Timor-Oriental ont détenu en de nombreuses occasions pendant plusieurs jours ou semaines des personnes suspectes d'activités subversives. La plupart ont ensuite été ralâchées sans accusation. (...) Des rapports crédibles de torture et de mauvais traitements des détenus ont été fréquents (...). Plusieurs étudiants arrêtés à la suite de la visite du Pape ont été battus. (...) L'entrée d'agents de sécurité, par la force ou par ruse, est rapporté comme pratique régulière, spécialement au Timor-Oriental. Les services de sécurité font la surveillance de personnes et de résidences pour intimider, et les communications téléphoniques locales et internationale sont surveillées sélectivement sans mandat légal. La correspondance en général n'est pas surveillée, bien que la correspondance pour et de Timor puisse être une exception " (Human Rights Report, 1990).

Asia Watch rapporte que les mêmes personnes sont arrêtées périodiquement et signale un groupe de personnes arrêtées à la fin de 1988 lorsque le Président Suharto visita Dili, arrêtées de nouveau em mai-juin 1989 lors d'une grande vague d'arrestations en préparation lointaine de la visite du Pape, et encore une fois quelques jours avant cette visite. **Amnesty International** déclare que ces arrestations fréquentes, accompagnées de mauvais traitements, visent essentiellement à terroriser la population et à éviter qu'elle se manifeste contre l'administration indonésienne.

Les menaces du Ministre de la Défense, prononcées à Dili, et dont un enregistrement nous est parvenu, montrent que le régime indonésien n'envisage pas d'autre perspective que celle de la violence qu'il utilise depuis 15 ans au Timor-Oriental: ***"ABRI peut échouer une 1ère fois, mais il recommencera une 2ème fois, et une 3ème fois (...) Nous les écraserons tous. Je répète, nous les écraserons tous".*** De nouveaux effectifs militaires sont actuellement envoyés à Timor pour donner corps à ces menaces.